



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°186 08 JANVIER 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**ETHIOPIE :
LANCEMENT DU
PREMIER
SATELLITE
D'OBSERVATION
ETHIOPIEN**

**RWANDA :
CREATION D'UN
FONDS POUR LA
CONSTRUCTION DE
ROUTES A KIGALI**

**KENYA : TRAFIC
RECORD DE
CONTAINERS DANS
LES PORTS DE
MOMBASA ET
NAIROBI EN 2019**

**RDC : FACILITE
RAPIDE DE
CREDIT DU FMI
D'UN MONTANT
DE 370 M\$**

**LA HAUSSE DES
ARRIERES DE PAIEMENT
DES GOUVERNEMENTS
PESERA SUR LE SECTEUR
BANCAIRE EN AFRIQUE
EN 2020 SELON
MOODY'S**

**CEMAC : OUVERTURE
A DOUALA D'UN
ATELIER SUR
L'HARMONISATION DES
POLITIQUES
COMMERCIALES EN
AFRIQUE CENTRALE**

**SOUDAN :
APPROBATION
DU BUDGET
POUR L'ANNEE
2020**

**CONGO-
BRAZZAVILLE : LA
BAFD CONFIRME LE
DECAISEMENT DE
SON APPUI
BUDGETAIRE**

**TANZANIE :
AUGMENTATION DE
LA DETTE
NATIONALE A 22,5
Mds USD EN
NOVEMBRE 2019**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ La hausse des arriérés de paiement des gouvernements pèsera sur le secteur bancaire en Afrique en 2020 selon Moody's

Dans son rapport du 9 décembre 2019, Moody's a dégradé de « stables » à « négatives » ses perspectives sur le secteur bancaire en Afrique en 2020. En effet, la hausse des arriérés de paiement des gouvernements envers ses fournisseurs devrait augmenter les taux de prêts non-performants (*NPLs*) et ralentir la croissance du crédit au secteur privé. Toutefois, la plupart des banques maintiendront des niveaux élevés de fonds propres, et les capacités de financement et de gestion des engagements de court terme en monnaie locale, resteront solides dans la plupart des pays. *Moody's* note que les banques mauriciennes et kenyanes seront parmi les plus résilientes. Au Kenya, les *NPLs* resteront élevés en raison de l'accumulation d'arriérés de l'Etat, les problèmes financiers des entreprises et le recours accru aux prêts à la suite de la levée du plafonnement des taux. En Tanzanie, les arriérés du gouvernement et la reconnaissance tardive de certains *NPLs* pourraient dégrader la qualité des prêts.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ CEMAC : Ouverture à douala d'un atelier sur l'harmonisation des politiques commerciales en Afrique Centrale

Les travaux prévus du 06 au 10 Janvier 2020 verront la présence de représentants de la communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et porteront sur le processus d'harmonisation des procédures commerciales en Afrique Centrale. Ce sera l'occasion d'échanger sur la mise en place d'une union douanière harmonisée au sein de ces communautés. Plusieurs points seront abordés au cours de ces travaux : la validation des rapports des études sur le traitement des produits en libre pratique assortie d'une feuille de route ; la codification des régimes douaniers ; l'impact de la Zone de libre-échange économique d'Afrique ; les mesures correctives commerciales en Afrique Centrale.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Soudan : Approbation du budget pour l'année 2020**

Le 29 décembre 2019, le projet du budget 2020 a été approuvé conjointement par le conseil des ministres et le conseil de souveraineté. Si le déficit courant est estimé à 16 Mds de SDG, soit 0,7 % du PIB, le déficit total pourrait atteindre 3,5 % du PIB. Le budget alloué aux dépenses de défense et de la sécurité a été fortement réduit puisqu'il ne représenterait que 10 % du total des dépenses alors que dans le même temps, les dépenses de santé et d'éducation atteindraient 16 %. Face à l'opposition de sa base politique, le ministre des finances a renoncé à lever les subventions, annonçant l'organisation, en mars prochain, d'une conférence économique pour débattre de la question. Ces subventions, qui représentent le principal poste de dépenses avec 36 % du total, sont estimées à environ 190 Mds de SDG.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Augmentation de la dette nationale à 22,5 Mds USD en novembre 2019**

Le ministre des Finances et de la Planification, M. Philip Mpango, a indiqué que la croissance des emprunts pour financer les grands projets d'infrastructures en Tanzanie se traduisait par l'augmentation de la dette publique, passée de 20,2 Mds USD en novembre 2018 à 22,5 Mds USD en novembre 2019, soit une augmentation de 11,7 %. Le gouvernement a attribué cette évolution à l'augmentation du recours à l'emprunt pour financer le programme d'investissement national et compenser la réduction de l'aide extérieure. La dette de la Tanzanie, qui représente 39 % du PIB, reste jugée soutenable par le FMI.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville – La BAfD confirme le décaissement de son appui budgétaire**

La BAfD confirme le décaissement de son appui budgétaire de 187 M EUR au Congo-Brazzaville, dans le cadre du programme d'ajustement structurel que le pays a signé le 11 juillet 2019 avec le FMI. Ce décaissement – qui intervient après celui de la France (45 M EUR) - fait suite à la procédure d'urgence que le Parlement congolais a engagée pour ratifier l'accord de prêt. Le prochain décaissement du FMI et celui de la BM devraient se faire courant premier trimestre 2020, sous réserve de la validation par le FMI de la première revue du programme.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : adoption du budget de la RDC pour 2020**

Le budget 2020 a finalement été adopté par la commission mixte Assemblée nationale et Sénat le 15 décembre. Présenté en équilibre, ce budget manque -selon le FMI- de réalisme. Son montant de 11 Mds \$, soit un quasi doublement des dépenses par rapport à celui de 2019, n'est pas réaliste puisque, à ce stade, il ne se traduit pas par des augmentations tangibles de recettes fiscales.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ RDC : dégradation du climat des affaires

La RD Congo étant classée 183ème sur 190 pays au dernier classement de l'indice « Doing Business », 19 représentations diplomatiques -dont celles de la France et la délégation de l'Union européenne- ont conjointement présenté, dans un non-papier remis au Président Tshisekedi, une série de 27 suggestions de nature à améliorer le climat des affaires.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Erythrée : Soutien financier européen de 95 MEUR

L'Union européenne a octroyé trois subventions d'un montant total de 95 MEUR à l'Érythrée, au titre du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique. Il s'agit de i) 30 MEUR pour la création d'emplois agricoles durables et le renforcement de la sécurité alimentaire, ii) 60 MEUR pour la deuxième phase du projet de réhabilitation des routes entre l'Érythrée et l'Éthiopie et iii) 5 MEUR pour le renforcement des dispositifs statistiques et macroéconomiques nationaux, actuellement déficients.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Création d'un fonds pour la construction de routes à Kigali

La mairie de Kigali, en partenariat avec l'agence rwandaise de développement des transports, a annoncé le 30 décembre, le lancement d'un fonds de co-financement des routes urbaines. Actuellement, les routes de Kigali, majoritairement en pistes de terre, sont financées par la mise en commun des ressources des habitants d'un quartier. Ce fonds vise ainsi à compléter ces ressources afin d'accélérer le développement des routes dans la ville.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ RDC : facilité rapide de crédit du FMI d'un montant de 370 M\$

Courant novembre, le Premier Ministre, M. Illunga, sollicitait une intervention d'urgence de la part du FMI. Le 16 décembre, une Facilité Rapide de crédit (FRC) de 370 M\$ a été décidée par le CA du FMI. Cette facilité qui est une réponse à un choc sur la balance des paiements, prendra la forme d'un prêt à taux zéro sur une durée maximale de 10 ans. Elle s'accompagnera, jusqu'en mai 2020, d'un programme de référence (« staff monitored program ») prévoyant différentes mesures de stabilisation du niveau des recettes fiscales à effet immédiat : restaurer la TVA, inclure les primes des fonctionnaires dans l'impôt sur le revenu et respecter la chaîne des dépenses.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : le FMI conclu officiellement un programme appuyé par un mécanisme élargi de crédit au pays

Le FMI a convenu avec la Guinée équatoriale d'un programme triennal de 283 M USD, qui sera axé sur la gouvernance et une réforme de lutte contre la corruption. L'accord vise à soutenir la reprise de l'économie, qui se contracte depuis six ans, et à promouvoir une croissance durable et inclusive. D'autres bailleurs multilatéraux et bilatéraux devraient apporter des financements additionnels pour appuyer ce programme.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : émission d'obligations du Trésor**

Le pays émettra le 8 janvier des obligations du Trésor à 52 semaines pour un montant de 15 Mds FCFA.

Les lieux autorisés pour la souscription sont les banques et les centres financiers de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), agréés comme spécialistes en valeurs du Trésor.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Kenya : Approbation de la première culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM)

Le 19 décembre 2019, le Kenya a décidé d'autoriser la commercialisation du coton génétiquement modifié. Alors que les OGM sont interdits dans le pays depuis 2012, cette exemption s'expliquerait par l'aboutissement des expérimentations en plein champ pour le coton BT (variété créée par la firme américaine Monsanto, désormais Bayer) et la volonté du gouvernement de redynamiser la production de textile et de vêtements au Kenya, en faisant revivre son industrie cotonnière et en créant des emplois dans les zones de culture. Le Kenya devient le 5ème pays à autoriser la culture du coton OGM en Afrique, après l'Afrique du Sud (fin d'années 1990), le Soudan (2012), le Nigéria (2019) et l'Éthiopie (2019). Par ailleurs, l'Afrique du Sud est le seul pays d'Afrique à autoriser les cultures OGM à des fins alimentaires (maïs, soja), des recherches se poursuivent dans une dizaine de pays dont le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Industries

▼ Services

▼ Éthiopie : Lancement du premier satellite d'observation éthiopien

Le 20 décembre 2019, l'Éthiopie a lancé son premier satellite d'observation depuis la province du Shanxi, en Chine. Financé en grande partie par la Chine (6 MUSD pour un coût total de 8 MUSD), ce satellite a pour objectif de recueillir des données sur l'eau, l'agriculture, les mines, le changement climatique et l'environnement. Cette opération devrait également permettre à l'Éthiopie d'économiser jusqu'à 11 MUSD par an d'achat d'images satellites à l'étranger, ce qui apparaît bienvenu dans un contexte d'attrition des réserves de la Banque centrale. L'Éthiopie rejoint le club fermé des pays africains détenteurs de satellites d'observation aux côtés de l'Égypte, du Soudan, de l'Algérie, du Maroc, du Ghana et du Kenya.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Trafic record de containers dans les ports de Mombasa et Nairobi en 2019**

Le principal port du Kenya et la porte d'entrée pour de nombreux pays enclavés d'Afrique de l'Est, a enregistré en 2019 un trafic record avec plus de 1,4 millions de containers, soit une augmentation du trafic de 7,3% par rapport à l'année précédente. Cette performance s'explique notamment par une croissance sans précédent des activités de transit et de transbordement. En parallèle, le débit de fret du port sec d'Embakasi à Nairobi a augmenté de plus de 60 % en un an. Cette évolution est principalement due à la mise en place et l'augmentation des fréquences de la ligne de chemin de fer (SGR) Mombasa – Nairobi, qui a réorienté une grande partie du fret vers le port sec.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Délais dans l'expansion de la flotte de RwandAir**

La compagnie aérienne avait prévu, début 2019, de prendre livraison dans l'année de trois Airbus et d'un Boeing. La commande auprès de Boeing du modèle 737 Max, impliqué dans le récent accident d'Ethiopian Airlines, a été mise en suspens. Concernant les Airbus, le délai de livraison serait dû à un retard de construction. Par conséquent, la compagnie aérienne a été contrainte de réduire le nombre de vols effectués afin de continuer à desservir toutes ses destinations à intervalle moins régulier. Aucune nouvelle destination ne sera annoncée avant que la flotte ne soit élargie.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Cameroun : L'opérateur des paiements mobile Néerlandais Terrapay arrive au Cameroun via un partenariat avec la banque UBA**

TerraPay opérateur mondial de systèmes de paiements mobiles va permettre de faciliter les services de transferts d'argent via le mobile dans 20 pays africains parmi lesquels le Cameroun. Le service Terra Pay via le réseau bancaire UBA va permettre à toute personne d'envoyer et de recevoir de l'argent vers un numéro mobile. Terra pay vient ainsi renforcer les systèmes de paiements mobiles déjà présents au Cameroun avec WorldRemit et les opérateurs de mobile money.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : De nouvelles mesures mises en place pour améliorer la gestion des entreprises et établissements publics

Une circulaire du Ministre des finances prescrit un suivi particulier de l'arrimage des établissements publics à la budgétisation par programme au Cameroun. Un accent est mis sur l'harmonisation des formats de présentation des budgets des établissements publics, de leurs rapports de performance annuels et de leurs comptes administratifs et d'emplois.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 250 jeunes camerounais lauréats du programme d'accompagnement des jeunes de la fondation Tony Elumelu

250 jeunes camerounais sélectionnés parmi les lauréats du programme d'accompagnement des jeunes entrepreneurs africains, lancé il y a quelques années. Au total, 2100 jeunes entrepreneurs africains, dont 250 Camerounais, vont bénéficier des appuis financiers dans le cadre de ce programme désormais soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ces entrepreneurs camerounais bénéficieront de 316 millions de FCFA de la fondation grâce à des enveloppes oscillant entre 900 000 et 2,9M FCFA.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : Congo Airways modernise sa flotte

Congo Airways a annoncé la signature pour l'acquisition de 2 Airbus A 220-300 (132 places), de 2 Embraer (76 places) et de 2 ATR 42 (48 places), pour une première livraison en décembre 2020.

✉ dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

